



16ème législature

Question N° : 17353	De Mme Alexandra Martin (Alpes-Maritimes) (Les Républicains - Alpes-Maritimes)	Question écrite
Ministère interrogé > Personnes âgées et personnes handicapées		Ministère attributaire > Personnes âgées et personnes handicapées
Rubrique > personnes handicapées	Tête d'analyse > Avenir du secteur du médico-social et du soin	Analyse > Avenir du secteur du médico-social et du soin.
Question publiée au JO le : 23/04/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Alexandra Martin (Alpes-Maritimes) attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé et des solidarités, chargée des personnes âgées et des personnes handicapées, sur l'avenir du secteur du médico-social et du soin. En effet, le reportage diffusé par la chaîne M6 le 24 mars 2024 intitulé « Scandales et défaillances de l'État : les dossiers noirs du handicap » a mis en exergue la carence de moyens et les accompagnements insuffisants des personnes handicapées, que ce soit en milieu scolaire comme dans les centres d'accueil. Pénurie de personnels, équipes non qualifiées, manque de structures d'accueil, graves carences éducatives, soupçons de maltraitance. C'est une accablante série de défaillances de l'État dans la prise en charge des personnes en situation de handicap en France que dénonce cette enquête. Elles sont 12 millions à être concernées, soit près d'un Français sur cinq, ce qui ferait du handicap « la première cause de discrimination » dans le pays, d'après la journaliste. Si l'annonce de Mme la ministre d'un contrôle, à partir de 2025, de tous les établissements sociaux et médico-sociaux accueillant des personnes handicapées a été positivement perçue, elle reste toutefois jugée insuffisante par tous les professionnels de ce secteur car elle ne traite pas le fond du sujet : l'investissement financier de la part de l'État et sa responsabilité de déployer les moyens nécessaires pour permettre un accompagnement de qualité. Aussi, elle souhaiterait savoir quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour pallier rapidement et de façon satisfaisante à ces nombreux dysfonctionnements qui affectent gravement la vie des personnes handicapées et de leurs familles.